

ALGÉRIE - MALI - CONGO

L'INTERNATIONALISATION DES PROBLEMES AFRICAINS

EN moins de trois mois, en trois points du territoire africain, l'organisation des Nations Unies a été priée d'intervenir : au Congo d'abord, où M. H., agissant sur ordre du Conseil de Sécurité, est intervenu directement ; en Algérie où le G.P.R.A. a demandé que l'O.N.U. garantisse la validité du référendum sur l'auto-détermination ; au Soudan enfin, qui a demandé à l'O.N.U. d'assurer l'intégrité du territoire du Mali.

Quel est le sens de cette évolution brutale ? Quelles sont les raisons de cette crise ?

L'éclatement du MALI

HUIT jours après l'éclatement du Mali, l'opinion publique française ne comprend toujours pas - ce qui s'est passé entre Dakar et Bamako. Les thèses en présence sont floues, les invraisemblances criantes.

Il n'est pas encore possible de reconstituer avec précision le mécanisme de la crise malienne ; on trouvera néanmoins, ci-dessous, les grandes lignes des événements.

La création du MALI et l'erreur française

Lorsque, quelques mois après le référendum, des bruits commencent à courir à Paris sur l'éventualité de la création d'un Etat fédéral réunissant quatre Etats de l'ancienne A.O.F. sous l'impulsion du gouvernement sénégalais, la réaction des experts français est défavorable ; à l'époque le gouvernement français appuie toute sa politique sur la personnalité de M. Houphouët-Boigny, partisan de la Communauté « *première manière* », soutien permanent d'une balkanisation provisoire,

adversaire du fédéralisme gauchiste d'un Senghor, lequel n'a répondu oui au référendum que du bout des lèvres. Le regroupement de quatre Etats autour du Sénégal (Sénégal, Soudan, Haute-Volta, Dahomey) risque de faire basculer l'équilibre instable de la Communauté vers le camp des partisans de l'Indépendance.

Devant cette éventualité, toute la politique française vise à faire échouer le rassemblement du Mali. Le Dahomey et la Haute-Volta, après avoir participé aux travaux d'élaboration de la future constitution, se retirent purement et simplement ; un moment la France espère que le coup porté au Mali sera pour celui-ci mortel ; or il n'en est rien. Le Sénégal et le Soudan passent outre ; ce sera le Mali à deux, qui demandant l'indépendance quelques mois plus tard, provoquera l'accélération des événements et contraindra M. Houphouët-Boigny à modifier du tout au tout sa position.

La France n'a donc pas réussi à faire échouer le Mali ; elle n'a abouti qu'à le déséquilibrer en laissant seul à seul un Soudan peuplé et pauvre et un Sénégal dépeuplé et riche. Le conflit est, dès cette époque, en puissance dans ce déséquilibre.



M. Modibo KEITA Président de l'ex-Mali.



M. L.-S. SENGHOR, ce poète descendu dans l'arène.



M. Mamadou DIA, Premier Ministre du Sénégal dissident.

L'évolution des régimes

Les conditions de fait vont pousser chacun des pays dans des voies différentes ; le tempérament des hommes va intervenir lui aussi. M. Modibo Keita (Soudan) est grand, extrêmement calme, il est sensible aux qualités organisationnelles des régimes de parti unique et conscient du long chemin à accomplir pour que son pays devienne une nation développée. M. Mamadou Dia (Sénégal), moins politique, est beaucoup plus économique ; c'est l'un des meilleurs économistes noirs de langue française. Il appartient à un pays très marqué par les mœurs politiques de la Métropole et vit à Dakar, très grande ville, occidentalisation au maximum.

Aux deux extrémités du Mali, on tentera de « mobiliser les masses ». Mais l'encadrement du parti unique sera poussé très loin au Soudan alors que le Sénégal n'acceptera pas le parti unique et laissera les chefs de village accepter ou refuser les travaux qui leur seront proposés. La mobilisation civique sera donc davantage réussie au Soudan, le respect des individus plus poussé au Sénégal. Dans le même temps l'évolution économique sera plus favorable au Sénégal qu'au Soudan, le Sénégal bénéficiant du rythme d'expansion de Dakar et du considérable apport des capitaux français. Il existe un néo-capitalisme au Sénégal alors qu'il n'y a encore rien qu'une organisation politique au Soudan, mais ce dernier, dans sa partie sud au moins, est susceptible d'un large développement agricole. Les jeux

ne sont donc pas faits.

Enfin, sur le plan directement politique, il est vrai que les liens entre le Sénégal et la France sont bien plus anciens que ceux existant avec le Soudan ; le Sénégal a été un des premiers pays colonisés par la France en Afrique Noire ; les dirigeants sénégalais ont vécu de longues années à Paris ; un homme comme M. L.-S. Senghor a été un parlementaire français comme un autre — et est un poète français d'une qualité exceptionnelle.

Entre deux pays aussi différents, seuls pouvaient exister des liens relativement souples ; mais le Soudan, fort du texte constitutionnel voté, voulait réaliser l'Etat unitaire ; les Sénégalais moins nombreux, plus divisés, sentaient le péril. Qu'on ne s'y trompe pas : la rupture ne date pas de fin août, elle date de la réunion de Bamako, il y a déjà quelques mois. A la fin de la réunion de Bamako tout était déjà terminé, c'est par un miracle — sous la forme d'un compromis confus de dernière heure, précisant que les Soudanais accepteraient que la présidence du Mali soit confiée à un Sénégalais — qu'un accord branlant put être signé. Mais le malentendu n'avait en fait pas diminué ; pour les gens du Sénégal l'acceptation du Soudan constituait une acceptation de Senghor comme président du Mali ; pour les Soudanais ce devait être une potiche et non M. Senghor, par conséquent.

La rupture

Dans la période qui va de Bamako à Dakar, une série de faits viennent durcir l'opposition ; d'abord l'un des quatre ministres sénégalais du gouvernement malien, M. Boubakar Gueye, rallie les thèses soudanaises, ce qui donne à chaque vote 5 voix pour le Soudan contre 3 pour le Sénégal. C'est avec cette majorité qu'aurait été décidé, sur proposition de M. Modibo Keita, un échange d'ambassadeurs entre le Mali et la République Populaire de Tchécoslovaquie ; les ministres sénégalais auraient fait remarquer qu'il s'agissait là d'une décision en contradiction avec l'esprit des accords de coopération technique conclus entre la France et le Mali ; plus tard, la nomination d'un colonel pro-soudanais à la tête de l'armée malienne allait aviver les craintes de M. Mamadou Dia. Dès ce moment tout est consommé et les dirigeants du Sénégal sont décidés à sortir du Mali.

Qu'il y ait eu tentative de coup d'Etat de la part des ministres soudanais, ce n'est pas entièrement prouvé,

mais c'est possible ; mais que le Sénégal ait été décidé avant les rencontres de Dakar à sortir du Mali, c'est certain.

En tout cas la déposition des ministres sénégalais était prévue ; l'accession à la présidence de la République de M. Lamine Gueye — et non de M. Senghor —, préparée ; la scission du parti progressiste sénégalais envisagée par M. Doudou Gueye. Ce n'était peut-être pas à proprement parler un coup d'Etat, c'était au moins un changement substantiel de l'équipe dirigeante du Sénégal.

On le voit, le partage des responsabilités n'est pas facile à faire ; peut-être la création du Mali était-elle trop prématurée ; peut-être l'actuelle scission ouvre-t-elle la voie à un regroupement plus confédéral que fédéral. C'est le paradoxe de l'Histoire de voir maintenant apparaître M. Houphouët-Boigny en bonne position pour négocier avec tout le monde.

G. SUFFERT.

Le G.P.R.A. devance De Gaulle

L'HISTOIRE dira peut-être que l'échec du régime gaulliste date, d'une manière précise, de juillet 1960. Dans une préfecture de banlieue, quatre hommes sont réunis. Toutes les espérances semblent permises : le G.P. R.A. a accepté l'autodétermination et il a pris le risque de venir à Melun ; les chefs des ultras, désorganisés par l'échec du 24 janvier, ne sont pas en état d'intervenir ; quelques colonels s'agitent encore, mais chacun se rend compte qu'ils ne sont pas en état d'empêcher la volonté du gouvernement français. Si des obstacles demeurent, ils peuvent être franchis.

Ils ne le seront pas. Entre la guerre et la paix, il ne reste plus grand chose, si ce n'est peut-être un certain orgueil du chef de l'Etat qui le conduira à commettre une erreur d'appréciation capitale : puisque le F.L.N. est là, c'est qu'il est pratiquement vaincu. Qu'il s'humilie d'abord et jette son épée. Or, le F.L.N. ne s'humiliera pas et découvrira soudain que loin d'être le suprême recours, le chef de l'Etat est au contraire l'un des hommes les plus opposés, pour le moment, à une réelle négociation. Le seul résultat de Melun sera la fin du « mythe de Gaulle » pour les dirigeants du F.L.N.

Fin du mythe ? Peut-être est-ce trop dire. Soit, de Gaulle ne veut pas la négociation, mais la guerre ne se terminera pas sans une discussion avec la France. Et la France c'est, qu'on le veuille ou non, de Gaulle. Il faut donc le contraindre à changer d'attitude. Il faut l'obliger

à dire demain ce qu'il se refuse à exprimer aujourd'hui ;

Mais contraindre le chef de l'Etat à négocier, c'est le mettre dans une position telle qu'il n'ait pas d'autre issue. Pour cela, deux voies : poursuite de la guerre, arme essentielle du front, et menace d'internationalisation.

L'offensive d'automne

Il y a quelques jours le F.L.N. s'est donc décidé à franchir ce pas : la situation était, de ce point de vue, favorable. L'O.N.U. était au Congo et l'hostilité dans le monde à la guerre d'Algérie, après l'échec de Melun, était plus forte que jamais. De Gaulle avait annoncé qu'il parlerait le 5 septembre. Pourquoi ne pas le gagner de vitesse, lui ôter l'initiative diplomatique qu'il n'a pas cessé de détenir depuis le 16 septembre de l'an dernier ?

Quel risque y a-t-il ? La presse française a fait mine de se scandaliser devant l'appel du G.P.R.A., comme si l'internationalisation était un fait nouveau ! Elle était, en puissance, contenue dans les bons offices de l'époque Gaillard ; elle était inscrite en filigrane dans les déclarations du général de Gaulle admettant la présence d'observateurs étrangers lors du référendum. Dès cette époque il était évident qu'aucune solution ne serait viable en Algérie qui n'ait reçu auparavant la bénédiction démocratique des grandes puissances.

En lançant le mot d'internationalisation, le G.P.R.A.

n'ouvrirait donc pas une perspective aussi radicalement nouvelle qu'on a bien voulu le dire. Il commençait simplement son offensive d'automne en direction de l'O.N.U.

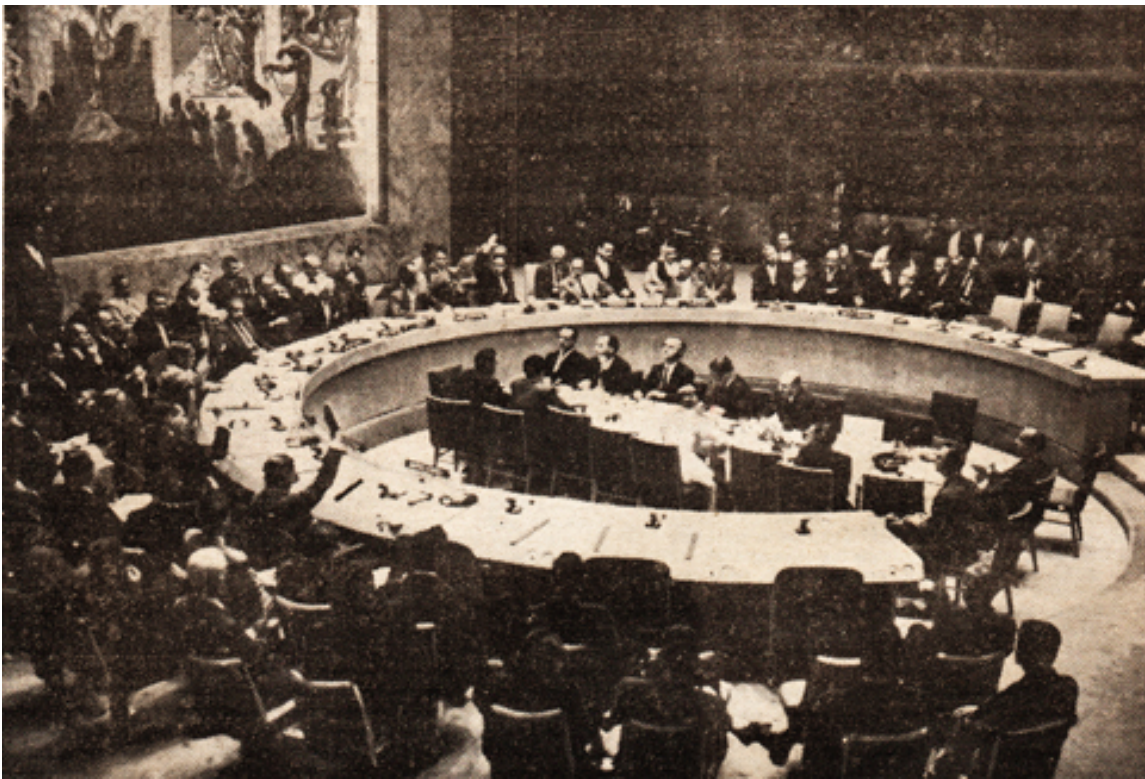
Pour un délégué moyen de l'O.N.U., la proposition algérienne est, en effet, raisonnable. Elle reprend l'idée de de Gaulle concernant l'autodétermination et demande simplement à l'O.N.U. d'être garante de la validité du scrutin. Du même coup notre délégué se sent tout prêt à voter contre la France si celle-ci ne fait pas des propositions au moins aussi constructives. On voit quel est donc le but de la proposition du G.P.R.A. : contraindre la France à accepter la négociation ou la faire battre à New-York.

Voilà dans quelle situation se trouve placé désormais le gouvernement français. Il lui faut doubler la mise ou

affronter l'O.N.U. La riposte du général de Gaulle ne s'est pas fait attendre ; entre le 23 et le 25 août, la R.T.F. a répété dans presque toutes ses émissions la phrase que le général de Gaulle adressait à M. Khrouchtchev dans une lettre personnelle il y a quelques mois : « L'O.N.U... cette assemblée tumultueuse et désordonnée... ». Cette préparation psychologique était faite à destination de l'Amérique et de l'Angleterre. Elle voulait dire : la France ne se laissera pas condamner à l'O.N.U., le risque de notre départ doit maintenant être envisagé.

Tout est donc en place pour le carrousel de septembre-octobre. Mais la marge dans laquelle évolue le général de Gaulle se rétrécit chaque jour.

G. S.



L'O.N.U. cette instance « hétéroclite, passionnée, tumultueuse et désordonnée... »

Pas de CORÉE au CONGO

Le temps n'est plus où les journalistes en mal de copie ne savaient qu'inventer au cours des mois d'été. L'Afrique tient la vedette dans tous les journaux, malgré les longs récits des péripéties vacancières. Pour le continent africain, hélas ! pas de vacances. Liberté - Indépendance sont les mots d'ordre qui parcourent l'Afrique du cap Bon au cap de Bonne-Espérance, où résonnent, ici et là, bruits de bottes et détonations.

Les colonialistes semblent triompher lorsqu'ils disent que les puissances capitalistes ont imposé la paix du conquérant là où ne régnait que l'anarchie tribale. Le cartiérisme serait-il, en définitive, la seule solution à un colonialisme dépassé ? Voire, car enfin, s'il faut tirer un enseignement des événements du Congo, c'est bien à un jugement fâcheux pour les nations tutrices que l'on aboutit.

Sûrs que les populations soumises resteraient longtemps en léthargie, les colonisateurs ont négligé systématiquement de créer des élites locales capables de prendre en mains les destinées de leur pays. Certes, la présence des grandes nations a mis fin aux conflits internes entre tribus. Mais alors qu'il eût fallu tenter patiemment de reconstituer l'unité africaine (qui existait, sous la forme de grands empires, il y a plusieurs siècles) en provoquant de nouvelles élites tournées vers le progrès, les puissances coloniales se sont, au contraire, appuyées sur les vieux chefs coutumiers, ou — comme ce fut le cas dans les territoires sous obédience française — tentèrent de briser les coutumes sans rien apporter d'autre qu'une administration inadaptée, jouant partout de la division et s'appuyant, la plupart du temps, sur les éléments les plus rétrogrades acquis par de larges prébendes.

Le découpage des territoires fut lui-même en contradiction avec les naturelles répartitions ethniques. Mais les colonialistes, munis de solides œillères, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, ne voulaient rien admettre de l'immense transformation qui lentement prenait forme depuis les désastreuses guerres de ces vingt dernières années. Si la France n'a pas compris tout de suite que le résultat de la guerre d'Indochine sonnait le glas de toute sa puissance colonialiste, la Belgique, elle, n'a pas su profiter des expériences françaises en Afrique noire et blanche. Au demeurant, disons-le honnêtement, il était déjà trop tard.

Les vraies raisons de la crise

La France avait, timidement mais réellement, formé dans ses écoles et ses universités, une jeunesse africaine, celle-là qui se pose aujourd'hui en interlocuteurs valables et qui encadre — encore insuffisamment — les populations de l'Afrique noire francophone. La Belgique, par une aberration inimaginable, n'a voulu créer aucune élite politique valable, affirmant que le Congo belge était le territoire idyllique des Africains, véritable exemple à montrer aux autres pays. Malheureusement pour elle, le Congo n'était pas une île isolée. Aussi, lorsque la vague de nationalisme, après avoir recouvert les territoires de l'Afrique française, vint battre les rives du Congo, le roi des Belges prit peur et accorda, avec précipitation, l'indépendance à ce territoire qui étaient loin cependant d'avoir la capacité de se gouverner lui-même, sans aide extérieure.

Tout homme de bonne foi doit reconnaître qu'une unité nationale ne se manifeste pas impulsivement et qu'il n'existe pas de création spontanée d'hommes d'Etat. C'est pourquoi on peut se demander si, derrière ce geste qui se voulait généreux, la Belgique ne supputait pas les difficultés qui ne pouvaient manquer de surgir, et qui permettraient aux colonialistes d'outre-Quévrain de conserver en fait leurs privilèges d'exploitation. Et puis, entre colonialistes, quel bel exemple à fournir aux collègues portugais, anglais et Afrikanders. L'origine de la crise congolaise se trouve, sans aucun doute, dans les troubles agissements des capitalistes, et ceux-ci ne sont probablement pas tous belges. Beaucoup de pages ont

été écrites depuis le début des événements de Léopoldville. Il suffit de souligner, synthétiquement, que l'unité du Congo est indispensable si ce pays veut se libérer des emprises extérieures. Or, le Katanga est la province où se trouve concentrée la grande majorité des richesses du Congo. Les exportations minières assurent 55 % du revenu national. De son côté, le Kasai, qui occupe la position tampon entre le Congo et le Katanga, fournit 90 % de la production nationale de diamants industriels.

Ainsi, on le présume, il était bien facile pour les puissantes sociétés capitalistes de favoriser, pour le compte de la haute finance de Belgique et d'ailleurs, l'échec d'une indépendance accordée à la hâte, dans l'impréparation et dans un véritable climat de luttes tribales.

M. Tschombé tire sa force de l'Union minière du Haut-Katanga et de la Société Générale de Belgique. Entre autres, tandis que M. Kalondji, au Kasai, joue la carte de l'autonomie pour le compte des sociétés minières.

Plaquez là-dessus les rivalités tribales entre Lulus et Balubas, les ambitions politiques des chefs, et vous aurez ainsi approché le problème du Congo : d'une part des hommes décidés à se battre pour réaliser un Etat libéré d'un colonialisme qu'ils haïssent, d'autre part, des chefs qui veulent une « autonomie contrôlée » afin d'assurer leur fortune politique, tout en garantissant les privilèges acquis. De l'extérieur, on agite arbitrairement le spectre du communisme, comme si les choses étaient si simples et comme s'il n'y avait pas aussi les « impératifs stratégiques, économiques et militaires » qu'il faut replacer dans l'ensemble de l'Afrique. Le manichéisme n'est pas une philosophie politique !

Parce qu'il a peur de traiter avec de grands ensembles forts, le capitalisme se contraint à « balkaniser » l'Afrique, croyant ainsi pouvoir tirer mieux les ficelles des marionnettes. Mais il arrive que les ficelles cassent. M. Lumumba ne veut pas devenir une marionnette et il semble décidé à poursuivre la construction d'un Congo dans une Unité imposée à tout prix. De là ses excès de langage, ses attitudes excessives et surtout ses menaces. Certainement, M. Lumumba n'est pas un diplomate. Mais s'agit-il de diplomatie lorsqu'on se débat dans une telle atmosphère de passions déchaînées, aux côtés de compagnons réticents, et devant une opposition qui dispose, au Katanga et au Kasai, de puissants moyens financiers.

Trois solutions

Le premier ministre congolais n'a, en définitive, que trois moyens pour gagner la partie : l'appui de l'O.N.U., le soutien du bloc afro-asiatique, et l'aide ouverte des pays de l'Est. En d'autres termes, c'est l'O.N.U., Bandoeng, ou le communisme.

Mais Bandoeng, c'est-à-dire le soutien du bloc afro-asiatique, ne peut ni permettre à M. Lumumba de soumettre les rivalités tribales et les tendances autonomistes du Katanga et du Kasai, ni lui donner les cadres immédiatement indispensables et les moyens de

reconstruire une économie démembrée.

Une aide des pays de l'Est, c'est à coup sûr, la vague communiste sur tout le continent africain, et c'est, indéniablement, la riposte des Etats-Unis qui scellerait, par delà l'avenir de la Communauté, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique. Et, dans ce conflit où des hommes croiraient à nouveau mourir pour la liberté, on trouverait curieusement alliés d'autres pays qui ont mis en honneur chez eux le racisme, la ségrégation et la dictature.

C'est pourquoi il faut se féliciter que, jusqu'à présent, M. Hammarskjöld ait pu imposer la présence de l'O.N.U. sur le champ de bataille congolais. On dira peut-être que l'O.N.U. n'est pas conçue pour régler de telles questions internes ? Elle est cependant la seule à détenir l'autorité nécessaire pour proposer — nous ne disons pas « imposer » — un règlement et assurer la confrontation loyale et pacifique des tendances opposées. Et jusqu'à présent, l'intervention de la suprême instance internationale a réussi à éviter, sur les rives du fleuve Congo, que se renouvelle la tragédie coréenne.

Mais nous sentons bien où se situe la difficulté : d'un côté on ne peut laisser les gens s'entretuer (le sort de Budapest a provoqué des réactions qui ne sont pas

oubliées), d'un autre côté, des nationalismes sourcilleux craignent qu'un intérêt trop appuyé des Nations Unies au Congo ne crée un précédent qui se révélerait valable sur d'autres points au globe où des hommes se battent. Aujourd'hui, la grandeur n'est pas du seul usage interne et aucun pays ne peut vivre « honorablement » à l'écart de l'opinion publique internationale. L'Afrique semble devenir, pour l'autorité internationale, un banc d'essai. L'O.N.U. pourra-t-elle se révéler l'organisme vraiment capable d'éviter non seulement les guerres internationales mais aussi les violents conflits intérieurs ? Car en fait, toute convulsion interne a des répercussions internationales; le Congo ex-belge en fournit la preuve qui s'ajoute au dossier africain.

Pourtant, qu'on ne s'attende pas à voir ce problème réglé rapidement. L'Afrique est trop riche, et elle s'éveille au siècle du progrès... et de la violence. Et la violence est encore la grande accoucheuse des sociétés nouvelles, d'autant plus que les colonialistes ont encore des intérêts à sauvegarder et que les puissances financières sont toujours omnipotentes. Restent la crainte et le raisonnement...

B.-Ad. BENOIST.